**Débat sur le livre blanc sur l’avenir de l’Europe**

**Le 26 mai 2017, de 9 heures à 12 heures**

**Représentation de la Commission européenne en République tchèque, Jungmannova 24, Prague 1**

**FR**

**PROJET DE RAPPORT FINAL**

1. **Le livre blanc**

**En guise d’introduction au débat, ont été brièvement présentés aux participants: l’objectif du livre blanc sur l’avenir de l’UE, les scénarios qu’il expose, le calendrier de la publication au cours de l’année 2017 des documents de discussion de la Commission en rapport avec le livre blanc pour chacun des domaines concrets abordés, le rôle du CESE dans ce processus et la position en cours d’examen de la République tchèque sur le livre blanc.**

Les participants au débat ont convenu que le livre blanc sur l’avenir de l’Europe et les cinq scénarios qu’il esquisse ne constituent qu’un document d’orientation à caractère indicatif, qui devrait servir de base pour poursuivre des discussions à tous les échelons.

Certains des participants ont pointé la qualité médiocre de l’élaboration des scénarios présentés et l’impossibilité de les comparer puisqu’ils relèvent, dans leur rédaction, de registres différents. En effet, certains de ces scénarios proposent des instruments, d’autres esquissent un objectif, mais aucun d’eux ne fait état de démarches concrètes. Il convient aussi de prendre en compte l’horizon temporel, dès lors que certains des scénarios se déroulent plutôt à court terme, tandis que d’autres mettent davantage en avant une perspective à moyen ou à long terme. Aucun de ces scénarios n’est exhaustif; il y a lieu d’en articuler les étapes, et non d’en sélectionner un parmi les cinq.

Tous les scénarios sont plutôt optimistes et aucun ne contient la moindre évaluation des manquements de l’UE ni la moindre réflexion sur les fautes que celle-ci a commises. Il demeure cependant indispensable de mener une telle réflexion critique si l’on souhaite aller de l’avant.

Le scénario 1 n’a guère rencontré de soutien auprès des participants. Poursuivre les pratiques actuelles ne résout pas les défis présents. L’UE a eu suffisamment de temps pour appliquer son programme actuel, dont les résultats peinent à convaincre les citoyens.

Si l’on envisageait à court terme le scénario 2, il serait tout d’abord nécessaire d’achever le marché unique. Le bon fonctionnement du marché unique est une condition nécessaire pour réaliser les étapes ou les scénarios suivants. Fonder l’avenir de l’UE sur le seul scénario 2 signifierait retourner dans le passé et il serait très difficile d’expliquer et de justifier auprès des citoyens les raisons pour lesquelles ils devraient renoncer aux avantages et aux droits acquis depuis lors.

Les représentants du monde des entreprises ont mis en avant le scénario 4 «Faire moins de manière plus efficace». Ils sont partisans d’une réglementation intelligente et de règles auxquelles tout un chacun doit se conformer afin de garantir que toutes les entreprises évoluent dans un environnement équitable. Ils préconisent de réduire la charge administrative et la bureaucratie, d’ouvrir les marchés, de pratiquer une politique commerciale forte et de disposer de marchés du travail flexibles. Ils ont toutefois aussi besoin d’un surcroît de stabilité et de sécurité. Ils considèrent que le scénario 3 constitue plutôt un instrument permettant de réaliser des objectifs.

La majorité des participants considère que le scénario 5 n’est pas réaliste. L’UE n’est pas prête pour un tel scénario et ses citoyens ne l’accepteraient pas à l’heure actuelle, même si les participants n’ont pas exclu qu’il puisse se réaliser à l’avenir.

Le milieu des organisations non gouvernementales est en train d’élaborer un «scénario 6», que l’on pourrait intituler «Une vision durable pour l’Europe et ses citoyens», qui place le citoyen au premier rang et met l’accent sur la démocratie participative, la justice sociale et un partenariat entre les secteurs et les citoyens de l’UE qui constituerait la principale force motrice de l’évolution future de l’Union européenne. Une démarche est en cours en vue de soutenir ce scénario.

1. **Les points mis en avant lors du débat**

Les représentants des syndicats ne sont pas les seuls à penser qu’il est nécessaire de mettre l’accent sur la dimension sociale de l’Europe et de rapprocher celle-ci de ses citoyens, puisqu’à en croire les enquêtes, ces derniers attendent avant tout que l’on apporte une solution aux questions sociales. Ils sont d’avis qu’aucun des scénarios ne met en avant les citoyens, creusant ainsi un fossé infranchissable entre les citoyens ordinaires et l’UE. Ce n’est pas uniquement l’Europe des États qui est en jeu, mais tout spécialement l’Europe des citoyens.

La majorité des participants s’est accordée sur le fait que pour assurer à la République tchèque un avenir favorable au sein de l’Union européenne, il est indispensable qu’elle rejoigne la zone euro. Il semble que l’on tende à avancer vers une Europe à plusieurs vitesses, et l’une des conditions pour compter parmi les États «les plus rapides» est de disposer de l’euro. Dans le contexte d’une conjoncture économique favorable et des élections qui s’approchent, il est de ce fait indispensable de remettre sur la table le débat sur l’entrée de la République tchèque dans la zone euro.

Le document à l’examen ne mentionne d’aucune manière le principe de subsidiarité dans le nouveau contexte général. Cela s’avère pourtant indispensable afin que les citoyens sachent qui est responsable de quoi et à quel niveau.

De fortes disparités économiques et sociales prévalent entre les différents États membres de l’Union européenne. Dans ces domaines, et notamment en matière de salaires et de rémunérations, il ne se produit actuellement aucune convergence et le niveau de vie dans les nouveaux États membres ne se rapproche pas de la moyenne de l’UE. Cette situation influe très négativement sur la manière dont les citoyens de ces États perçoivent l’UE.

Pour l’avenir de l’Europe, la paix est une valeur fondamentale. La situation actuelle évolue en fonction de facteurs plus ou moins prégnants, tels que par exemple les migrations illégales incontrôlées.

L’UE subit une crise sans précédent qui revêt plusieurs dimensions, et dont les retombées peuvent toucher également la République tchèque. Il conviendrait que le livre blanc fasse état des raisons pour lesquelles nous en sommes arrivés là et de ce qu’il faudrait faire différemment pour éviter une nouvelle crise. Il est nécessaire d’envoyer un message politique indiquant que l’on a tiré les enseignements du passé et que l’on a entendu les observations des citoyens.

Dans le même temps, certains participants ont estimé qu’il convenait de mener la discussion sur tout scénario relatif à l’évolution future de l’Europe dans le contexte des objectifs de développement durable (ODD) décidés en commun au plan mondial; aussi ont-ils apprécié le document proposant l’alternative d’un scénario 6 qu’ont présenté de nombreux réseaux européens d’organisations non gouvernementales.

1. **La communication**

Le citoyen doit se trouver au centre du débat et du processus dans son ensemble. Le citoyen ordinaire doit pouvoir accéder aux informations sur le livre blanc, et avant tout les comprendre. Le point de vue des experts diffère de celui des citoyens ordinaires de l’UE.

Il y a lieu de convaincre les citoyens des avantages que procure l’Union (y compris par exemple en matière de représentations diplomatiques à l’étranger). En République tchèque, on porte souvent un regard négatif sur l’UE (cela vaut même pour certains représentants du gouvernement), mais on omet d’en souligner les aspects positifs. Les médias publics devraient fournir des informations objectives et équilibrées et assumer un rôle éducatif dans ce domaine.

Pour poursuivre les débats sur l’avenir de l’Europe, il serait pertinent de recourir à la méthode discursive et non pas à celle des scénarios. L’on doit obtenir un soutien politique fort à l’échelon national en faveur de ce débat, dont le thème devrait plutôt être «La République tchèque et son avenir au sein de la future Europe». Il s’impose en outre de déterminer la plate-forme institutionnelle adéquate, que pourrait être par exemple l’actuelle Convention nationale sur l’UE.

L’UE devrait avoir pour priorité de réaliser ses objectifs essentiels que sont la sécurité et la prospérité de ses citoyens.

Une action éducative est nécessaire concernant l’UE, ses structures, son fonctionnement et ses procédures et ce à tous les degrés du processus d’éducation, ainsi que dans le cadre de la formation tout au long de la vie. Il est indispensable d’améliorer l’éducation civique des élèves et des enseignants. À l’heure actuelle, le thème de l’UE n’est abordé que de manière marginale, dans le cadre de la discipline des «Éléments fondamentaux des sciences sociales».

\*

\* \*

**Liste de participants**

Brzobohatá, Zuzana

Čáp, Bohumil

Drbalová, Vladimíra

Haken, Roman

Jiránek, Dan

Kaplan, Ivo

Lacina, Lubor

McGehee, Alexandra

Minčič, Ladislav

Nejedlý, František

Němec, Vladimír

Outrata, Edvard

Popelková, Hana

Potůček, Martin

Rusek, Antonín

Samek, Vít

Sokolová, Radka

Squerzi, Daniel

Studničná, Lucie

Škabraha Dokupilová, Maggie

Štechová, Dana

Trantina, Pavel

Urbanová, Barbora

Venclikova, Věra

Voleš, Ivan

Zahradník, Petr

Žáková, Pavlína

Zvolská, Marie

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_